

§ 3. In hetzelfde besluit worden opgeheven :

1. artikel 117, gewijzigd bij het besluit van de Executieve van 30 april 1993;
2. afdeling 5, die bestaat uit de artikelen 118 tot 128, gewijzigd bij het besluit van de Executieve van 30 april 1993 en bij de besluiten van de Regering van 15 oktober 1996 en 29 april 1999;
3. afdeling 6, die bestaat in artikel 129, gewijzigd bij het besluit van de Regering van 15 oktober 1996.

Art. 5. In artikel 183, § 3, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Executieve van 30 april 1993 worden de woorden "in een vacante betrekking" vervangen door de woorden "in een definitief of tijdelijk vacante betrekking".

Art. 6. Aan artikel 183ter van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Executieve van 30 april 1993, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 3, gewijzigd bij het besluit van de Regering van 15 oktober 1996, wordt opgeheven;

2° § 4 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 4. De bepalingen van artikel 115 zijn van toepassing op de berekening van de dienst- en ambtsanciënniteit bedoeld bij §§ 1 en 2.

De anciënniteiten worden bepaald op de datum waarop de indisponibiliteitstelling wordt uitgesproken. ».

Art. 7. In artikel 184, lid 1, van hetzelfde besluit, worden de woorden "aan zijn activiteitswedde" vervangen door de woorden "aan zijn laatste activiteitswedde".

Art. 8. Dit besluit is van toepassing voor het schooljaar 2000-2001 en treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 9. De Minister van Secundair Onderwijs is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 26 oktober 2000.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Secundair Onderwijs,

P. HAZETTE

De Minister van Jeugd, Ambtenarenzaken en Onderwijs voor sociale promotie,

W. TAMINIAUX



MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2000 — 3052

[C — 2000/29411]

13 NOVEMBRE 2000. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant exécution de l'article 7bis du décret du 25 juillet 1996 relatif aux charges et emplois des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 25 juillet 1996 relatif aux charges et emplois des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, notamment l'article 7bis inséré par le décret du 20 juillet 2000;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 août 1996 fixant la composition et les modalités de fonctionnement du Conseil pédagogique, du Conseil social et des Conseils de département ainsi que les modalités de fonctionnement du Conseil d'administration et du Collège de direction des Hautes Ecoles organisées par la Communauté française, modifié par l'arrêté du 22 juin 1999;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 23 juin 1999 pris en application de l'article 8 du décret du 8 février 1999 relatif aux fonctions et titres des membres du personnel enseignant des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française;

Vu le protocole du 7 septembre 2000 du Comité de secteur IX et du Comité des Services publics provinciaux et locaux, Section II réunis conjointement;

Vu la concertation avec les organisations représentatives des étudiants du 6 septembre 2000;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 13 juillet 2000;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 14 septembre 2000;

Vu la délibération du Gouvernement du 14 septembre 2000 sur la demande d'avis du Conseil d'Etat à donner dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 25 octobre 2000 en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1° des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de la Ministre de l'Enseignement supérieur;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 9 novembre 2000,

Arrête :

Article 1^{er}. Le maître-assistant chargé de la gestion administrative et juridique de la Haute Ecole et celui chargé de la gestion financière et comptable de la Haute Ecole exercent leurs attributions sous l'autorité fonctionnelle du directeur-président afin d'apporter le soutien technique nécessaire aux prises de décision du Conseil d'administration ou des organes de gestion.

Art. 2. Sans préjudice des dispositions légales et réglementaires propres à chaque pouvoir organisateur, les maîtres-assistants visés à l'article 1^{er} du présent arrêté exercent, dans les limites de leur compétence et en étroite collaboration l'un avec l'autre, les attributions suivantes :

- 1) la mise en œuvre et le suivi de l'application des dispositions légales et réglementaires relatives aux Hautes Ecoles;
- 2) la coordination des services chargés de la tenue des documents relatifs à la gestion du personnel et des étudiants;
- 3) la coordination en matière de gestion mobilière et immobilière de la Haute Ecole;
- 4) la coordination en matière de gestion du développement et de la maintenance de l'outil informatique;
- 5) la coordination en matière de gestion des contrats établis dans le cadre des accords avec les institutions internationales et celles de l'Union européenne;
- 6) l'information des différents services et départements de la Haute Ecole quant aux matières dont ils ont la charge;
- 7) la coordination en matière de promotion de la Haute Ecole;
- 8) l'archivage de tous les documents officiels relatifs à la Haute Ecole.

Art. 3. Dans les Hautes Ecoles organisées par la Communauté française, le maître-assistant chargé de la gestion administrative et juridique au sein de la Haute Ecole est chargé des tâches suivantes :

- 1) le secrétariat du Conseil d'administration ou des organes de gestion, du Conseil pédagogique, du Conseil social, du Collège de Direction et de la Commission électorale. Il assiste aux réunions avec voix consultative;
- 2) la tenue de tous les documents relatifs à ces organes et à la Haute Ecole, à l'exception des documents comptables.

Art. 4. Sans préjudice des dispositions visées à l'article 2 du présent arrêté, le maître-assistant chargé de la gestion financière et comptable de la Haute Ecole est chargé des tâches suivantes :

- 1) le contrôle et la mise en œuvre de la gestion financière, la gestion quotidienne de l'allocation globale, la préparation de la comptabilité du Conseil social, la coordination en matière de gestion des contrats extérieurs et des marchés publics, la comptabilisation des minerval et des droits d'inscription, les analyses et prévisions budgétaires ainsi que la tenue de la comptabilité journalière et l'élaboration des bilans;
- 2) la coordination générale ainsi que le contrôle des opérations financières et la responsabilité en matière de trésorerie propre à la Haute Ecole;
- 3) la coordination des services chargés de la tenue des documents comptables.

Sa présence en qualité de technicien avec voix consultative peut être requise lors de toute séance des organes de gestion et de consultation de la Haute Ecole.

Art. 5. Lorsqu'au sein d'une Haute Ecole, une seule des fonctions de maître-assistant visées à l'article 1^{er} du présent arrêté est attribuée, il appartient au pouvoir organisateur de ne confier au membre du personnel que des attributions compatibles avec sa fonction et ses titres.

Art. 6. L'expérience utile telle que définie à l'article 7bis, § 3, 4 du décret du 25 juillet 1996 relatif aux charges et emplois des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française est reconnue conformément à la procédure établie par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 23 juin 1999 pris en application de l'article 8 du décret du 8 février 1999 relatif aux fonctions et titres des membres du personnel enseignant des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française et de l'article 7bis du décret du 25 juillet 1996 relatif aux charges et emplois des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française.

Art. 7. Les maîtres-assistants visés à l'article 1^{er} du présent arrêté qui sont porteurs d'un des titres requis visés à l'annexe 2 du décret du 8 février 1999 relatif aux fonctions et titres des membres du personnel enseignant des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française et qui possèdent l'expérience utile visée à l'article 7bis, § 3, 4 du décret du 25 juillet 1996 relatif aux charges et emplois des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française bénéficient de l'échelle de traitement attribuée aux maîtres-assistants visés à l'article 1^{er}, point 2, a de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 mai 1999 fixant les échelles des fonctions des membres du personnel enseignant des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française.

Art. 8. Par dérogation aux articles 2 à 4, l'éducateur-économiste et le secrétaire de direction de la Haute Ecole conservent les attributions visées aux articles 2 et 3 de l'arrêté royal du 15 juillet 1969 fixant les attributions des administrateurs, éducateurs-économistes et secrétaires de direction dans les établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique et normal de l'Etat.

Art. 9. L'intitulé de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 23 juin 1999 pris en application de l'article 8 du décret du 8 février 1999 relatif aux fonctions et titres des membres du personnel enseignant des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française est remplacé par l'intitulé suivant :

« Arrêté du Gouvernement de la Communauté française pris en application de l'article 8 du décret du 8 février 1999 relatif aux fonctions et titres des membres du personnel enseignant des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française et de l'article 7bis du décret du 25 juillet 1996 relatif aux charges et emplois des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française ».

Art. 10. L'alinéa 2 de l'article 1^{er} du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Le Gouvernement décide après avis de la Commission si :

1° les services attestés ou déclarés par le candidat à une désignation ou à un engagement à titre temporaire à la fonction de maître de formation pratique dans une Haute Ecole, constituent l'expérience utile visée à l'article 8 du décret du 8 février 1999 relatif aux fonctions et titres des membres du personnel enseignant des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française;

2° les services attestés ou déclarés par le candidat à une désignation ou à un engagement à titre temporaire à la fonction de maître-assistant chargé de la gestion administrative et juridique de la Haute Ecole ou à celle de maître-assistant chargé de la gestion financière et comptable de la Haute Ecole, constituent l'expérience utile telle que définie à l'article 7bis, § 3, 4 du décret du 25 juillet 1996 relatif aux charges et emplois des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française.

Art. 11. A l'article 6, § 2, alinéa 2 du même arrêté, les mots « en annexes 1 et 2 » sont remplacés par les mots suivants « en annexes 1, 2 et 3 ».

Art. 12. Il est ajouté à l'article 10, premier tiret du même arrêté, après les mots « du 8 février 1999 », les mots « et à l'article 7bis du décret du 25 juillet 1996 précités ».

Art. 13. Il est ajouté après l'annexe 2 du même arrêté, une annexe 3 libellée comme suit :

« Annexe 3

Ministère de la Communauté française

Reconnaissance d'expérience utile (article 7bis, § 3, 4 du décret du 25 juillet 1996)

Attestation de services accomplis dans une profession exercée dans les secteurs public ou privé.

Le soussigné (nom, prénom)
 grade
 à l'établissement (dénomination et adresse du siège du service, de la société, de l'institution, etc.)
 numéro d'affiliation à l'O.N.S.S. :
 agissant soit comme employeur, soit au nom ou avec l'autorisation de celui-ci, certifie que M.
 (nom, prénom de la personne qui sollicite l'attestation)
 né à, le
 affilié à la caisse de pension (dénomination, adresse) (preste) (a presté) sans interruption des services,
 sous le n°
 en qualité de (grade ou fonction)
 du au (date)
 du au (date)
 du au (date)
 du au (date)
 dans le(s) département(s)
 et qu'à ce(s) titre(s), il (donne) (a donné) entière satisfaction.

Le soussigné certifie sur l'honneur que la présente déclaration est sincère et complète.

(signature)

A, le

(éventuellement, sceau de l'employeur).

Pour légalisation de la signature (1)

 Note

(1) Par le fonctionnaire délégué de la commune (sans quoi l'attestation ne pourra être prise en considération).

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 23 juin 1999 pris en application de l'article 8 du décret du 8 février 1999 relatif aux fonctions et titres des membres du personnel enseignant des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française et de l'article 7bis du 25 juillet 1996 relatif aux charges et emplois des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française.

Bruxelles, le 13 novembre 2000.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre de l'Enseignement supérieur,

F. DUPUIS ».

Art. 14. A l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 août 1996 fixant la composition et les modalités de fonctionnement du Conseil pédagogique, du Conseil social et des Conseils de département ainsi que les modalités de fonctionnement du Conseil d'administration et du Collège de direction des Hautes Ecoles organisées par la Communauté française, la première phrase est remplacée par la phrase suivante :

« Le maître-assistant chargé de la gestion administrative et juridique de la Haute Ecole visé à l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 novembre 2000 portant exécution de l'article 7bis du décret du 25 juillet 1996 relatif aux charges et emplois des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française assume le secrétariat du Conseil d'administration ».

Art. 15. L'article 15 § 3 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« § 3. Le secrétariat du Conseil pédagogique est assuré par le secrétaire du Conseil d'administration ».

Art. 16. L'article 22 § 4 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« § 4. Le secrétariat du Conseil social est assuré par le secrétaire du Conseil d'administration ».

Art. 17. A l'article 49 du même arrêté, il est ajouté un alinéa libellé comme suit :

« Le secrétariat de la Commission électorale est assuré par le secrétaire du Conseil d'administration ».

Art. 18. Le présent arrêté entre en vigueur le 13 novembre 2000.

Art. 19. La Ministre ayant l'Enseignement supérieur dans ses attributions est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 13 novembre 2000.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre de l'Enseignement supérieur,

F. DUPUIS

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2000 — 3052

[C — 2000/29411]

13 NOVEMBER 2000. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende uitvoering van artikel 7bis van het decreet van 25 juli 1996 betreffende de opdrachten en betrekkingen in de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde Hogescholen

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 25 juli 1996 betreffende de opdrachten en betrekkingen in de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde Hogescholen, inzonderheid op artikel 7bis, ingevoegd bij het decreet van 20 juli 2000;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 augustus 1996 tot regeling van de samenstelling en werking van de pedagogische raad, de sociale raad en de departementsraden en van de werking van de raad van bestuur en van het bestuurscollege van de door de Franse Gemeenschap georganiseerde hogescholen, gewijzigd bij het besluit van 22 juni 1999;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 23 juni 1999 genomen bij toepassing van artikel 8 van het decreet van 8 februari 1999 betreffende de ambten en bekwaamheidsbewijzen van de leden van het onderwijzend personeel in de Hogescholen ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;

Gelet op het protocol van 7 september 2000 van het Comité van sector IX en van het Comité voor de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten, afdeling II, die samen vergaderden;

Gelet op het overleg met de representatieve studentenorganisaties van 6 september 2000;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 13 juli 2000;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 14 september 2000;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van 14 september 2000 over de aanvraag om advies dat door de Raad van State binnen een termijn van niet meer dan één maand te geven is;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 25 oktober 2000 bij toepassing van artikel 84, lid 1, 1° van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Hoger Onderwijs;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 9 november 2000,

Besluit :

Artikel 1. De meester-assistent die belast is met het administratief en juridisch beheer van de Hogeschool en deze die belast is met het financieel en boekhoudkundig beheer van de Hogeschool oefenen hun bevoegdheden uit onder het functionele gezag van de directeur-voorzitter, om de technische steun te brengen die noodzakelijk is voor de besluitvorming door de raad van bestuur of de beheersorganen.

Art. 2. Onverminderd de wettelijke en verordeningsbepalingen die eigen zijn aan elke inrichtende macht, oefenen de in artikel 1 van dit besluit bedoelde meesters-assistenten, binnen de perken van hun bevoegdheid en in nauwe samenwerking met elkaar, de volgende bevoegdheden uit :

1) het begin en het opvolgen van de toepassing van de wettelijke en verordeningsbepalingen betreffende de Hogescholen;

2) de coördinatie van de diensten belast met het bijhouden van documenten betreffende het beheer van het personeel en de studenten;

3) de coördinatie inzake beheer van roerende en onroerende goederen van de Hogeschool;

4) de coördinatie inzake beheer van de ontwikkeling en het onderhoud van het informaticamaterieel;

5) de coördinatie inzake beheer van contracten opgemaakt in het kader van akkoorden met internationale instellingen en instellingen van de Europese Unie;

6) het verschaffen van inlichtingen aan de verschillende diensten en departementen van de Hogeschool over de materies waarmee zij belast zijn;

7) de coördinatie inzake promotie van de Hogeschool;

8) het archiveren van alle officiële documenten betreffende de Hogeschool.

Art. 3. Binnen de Hogescholen georganiseerd door de Franse Gemeenschap, wordt de meester-assistent die belast is met het administratief en juridisch beheer binnen de Hogeschool, belast met de volgende taken :

1) het secretariaat van de Raad van Bestuur of van de beheersorganen, van de Pedagogische Raad, van de Sociale Raad, van het Bestuurscollege en de Verkiezingscommissie. Hij woont de vergaderingen met adviserende stem bij;

2) het bijhouden van alle documenten betreffende die organen en de Hogeschool, met uitzondering van de boekhoudingsdocumenten.

Art. 4. Onverminderd de bepalingen bedoeld in artikel 2 van dit besluit, wordt de meester-assistent belast met het financieel en boekhoudkundig beheer van de Hogeschool, belast met de volgende taken :

1) het toezicht op en het organiseren van het financieel beheer, het dagelijks beheer van de totale toelage, de voorbereiding van de comptabiliteit van de Sociale Raad, de coördinatie inzake beheer van de externe contracten en de overheidsopdrachten, het innen van de schoolgelden en de inschrijvingsgelden, de begrotingsanalyses en -vooruitzichten alsook het voeren van de dagelijkse boekhouding en het opmaken van de balansen;

2) de algemene coördinatie alsook het toezicht op de financiële verrichtingen en de aansprakelijkheid inzake thesaurie eigen aan de Hogeschool;

3) de coördinatie van de diensten belast met het bijhouden van de boekhoudingsdocumenten.

Zijn aanwezigheid als technicus met adviserende stem kan vereist worden bij elke vergadering van de beheersorganen en adviesorganen van de Hogeschool.

Art. 5. Wanneer alleen één enkel van de ambten van meester-assistent bedoeld in artikel 1 van dit besluit binnen een Hogeschool toegekend is, komt het de inrichtende macht toe aan het personeelslid alleen bevoegdheden toe te wijzen die met zijn ambt en zijn bekwaamheidsbewijzen verenigbaar zijn.

Art. 6. De nuttige ervaring zoals bedoeld in artikel 7bis, § 3, 4 van het decreet van 25 juli 1996 betreffende de opdrachten en betrekkingen in de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde Hogescholen wordt erkend overeenkomstig de procedure bepaald door het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 23 juni 1999 genomen bij toepassing van artikel 8 van het decreet van 8 februari 1999 betreffende de ambten en bekwaamheidsbewijzen van de leden van het onderwijzend personeel in de Hogescholen ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap en artikel 7bis van het decreet van 25 juli 1996 betreffende de opdrachten en betrekkingen in de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde Hogescholen.

Art. 7. De meesters-assistenten bedoeld in artikel 1 van dit besluit, die houder zijn van één van de vereiste bekwaamheidsbewijzen bedoeld in bijlage 2 van het decreet van 8 februari 1999 betreffende de ambten en bekwaamheidsbewijzen van de leden van het onderwijzend personeel in de Hogescholen ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap en die de nuttige ervaring bezitten bedoeld in artikel 7bis, § 3, 4 van het decreet van 25 juli 1996 betreffende de opdrachten en betrekkingen in de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde Hogescholen, genieten de weddeschaal die toegekend is aan de meesters-assistenten bedoeld in artikel 1, punt 2, a, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 mei 1999 tot vaststelling van de schalen voor de ambten van de leden van het onderwijzend personeel van de Hogescholen georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

Art. 8. In afwijking van de artikelen 2 tot 4, behouden de opvoedershuismeester en de directiesecretaris van de Hogeschool de bevoegdheden bedoeld in de artikelen 2 en 3 van het koninklijk besluit van 15 juli 1969 tot vaststelling van de bevoegdheden van de beheerders, de opvoedershuismeesters en de directiesecretarissen in de rijksinrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch en normaalonderwijs.

Art. 9. Het opschrift van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 23 juni 1999 genomen bij toepassing van artikel 8 van het decreet van 8 februari 1999 betreffende de ambten en bekwaamheidsbewijzen van de leden van het onderwijzend personeel in de Hogescholen ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, wordt vervangen door het volgende opschrift :

« Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap genomen bij toepassing van artikel 8 van het decreet van 8 februari 1999 betreffende de ambten en bekwaamheidsbewijzen van de leden van het onderwijzend personeel in de Hogescholen ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap en artikel 7bis van het decreet van 25 juli 1996 betreffende de opdrachten en betrekkingen in de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde Hogescholen ».

Art. 10. Lid 2 van artikel 1 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Na advies van de Commissie beslist de Regering of :

1° de diensten gepresteerd of verklaard door de kandidaat voor een aanwijzing of een tijdelijke aanwerving in het ambt van meester voor praktische opleiding in een Hogeschool de nuttige ervaring uitmaken, bedoeld bij artikel 8 van het decreet van 8 februari 1999 betreffende de ambten en bekwaamheidsbewijzen van de leden van het onderwijzend personeel in de Hogescholen ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;

2° de diensten gepresteerd of verklaard door de kandidaat voor een aanwijzing of een tijdelijke aanwerving in het ambt van meester-assistent belast met het administratief en juridisch beheer van de Hogeschool of van meester-assistent belast met het financieel en boekhoudkundig beheer van de Hogeschool, de nuttige ervaring uitmaken, zoals bepaald in artikel 7bis, § 3, 4 van het decreet van 25 juli 1996 betreffende de opdrachten en betrekkingen in de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde Hogescholen. ».

Art. 11. In artikel 6, § 2, lid 2 van hetzelfde besluit, worden de woorden « de bijlagen 1 en 2 » vervangen door de woorden « de bijlagen 1,2 en 3 ».

Art. 12. In artikel 10, eerste streepje van hetzelfde besluit, na de woorden « van 8 februari 1999 », worden de woorden « en in artikel 7bis van het voormelde decreet van 25 juli 1996 ».

Art. 13. Na bijlage 2 van hetzelfde besluit, wordt een bijlage 3 toegevoegd, luidend als volgt :

« Bijlage 3

Ministerie van de Franse Gemeenschap

Erkenning van de nuttige ervaring (artikel 7bis, § 3, 4, van het decreet van 25 juli 1996)

Attest van diensten gepresteerd in een beroep uitgeoefend in de overheidssector of in de privé-sector

De ondergetekende (naam, voornaam)
 graad
 in de inrichting (benaming en adres van de zetel van de dienst, de maatschappij, de instelling, etc.)
 R.S.Z.-nummer
 handelend ofwel als werkgever, ofwel in naam of met de toestemming van deze, bevestigt dat de heer/mevrouw
 (naam, voornaam van de persoon die het attest aanvraagt)
 geboren te op
 aangesloten bij de pensioenkas (benaming, adres)
 onder nummer (presteert) (heeft gepresteerd) zonder dienstonderbreking, als (graad of ambt)
 van tot (datum)
 van tot (datum)
 van tot (datum)
 van tot (datum)
 in het/de departement(en) en hij/zij in die hoedanigheid volkomen voldoening geeft (heeft gegeven).

De ondergetekende bevestigt op erewoord dat deze verklaring oprecht en volledig is.
 (handtekening)

Te, op
 (eventueel, zegel van de werkgever).

Voor legalisatie van de handtekening (1)

Nota

(1) Door de ambtenaar die daartoe door de gemeente wordt gemachtigd (anders kan het attest niet in aanmerking worden genomen).

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 23 juni 1999 genomen bij toepassing van artikel 8 van het decreet van 8 februari 1999 betreffende de ambten en bekwaamheidsbewijzen van de leden van het onderwijzend personeel in de Hogescholen ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap en artikel 7bis van het decreet van 25 juli 1996 betreffende de opdrachten en betrekkingen in de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde Hogescholen

Brussel, 13 november 2000.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Hoger Onderwijs,
 F. DUPUIS

Art. 14. In artikel 3 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 augustus 1996 tot regeling van de samenstelling en werking van de pedagogische raad, de sociale raad en de departementsraden en van de werking van de raad van bestuur en van het bestuurscollege van de door de Franse Gemeenschap georganiseerde hogescholen, wordt de eerste zin vervangen door de volgende zin :

« De meester-assistent belast met het administratief en juridisch beheer van de Hogeschool bedoeld in artikel 1 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 november 2000 houdende uitvoering van artikel 7bis van het decreet van 25 juli 1996 betreffende de opdrachten en betrekkingen in de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde Hogescholen, neemt het secretariaat van de raad van bestuur waar ».

Art. 15. Artikel 15 § 3 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 3. Het secretariaat van de Pedagogische Raad wordt door de secretaris van de Raad van bestuur waargenomen ».

Art. 16. Artikel 22 § 4 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 4. Het secretariaat van de Sociale Raad wordt door de secretaris van de raad van bestuur waargenomen ».

Art. 17. In artikel 49 van hetzelfde besluit wordt een lid toegevoegd, luidend als volgt :

« Het secretariaat van de verkiezingscommissie wordt door de secretaris van de Raad van bestuur waargenomen ».

Art. 18. Dit besluit treedt in werking op 13 november 2000.

Art. 19. De Minister tot wier bevoegdheid het Hoger Onderwijs behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 13 november 2000.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Hoger Onderwijs,
 F. DUPUIS